ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-AC169

présenté par
M. Portier
-----**ARTICLE 35****ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
Vie de l'élève	10 000 000	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	10 000 000
Enseignement technique agricole	0	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans son rapport du 14 décembre 2021 intitulé *Une école plus efficacement organisée au service des élèves*, la Cour des comptes établit un constat implacable : « la performance globale du système

éducatif français, appréciée par les évaluations internationales, reste médiocre malgré l'importance des moyens mobilisés ».

Aussi, cet amendement vise à initier la création un service public de soutien scolaire afin de donner les moyens de leur réussite à tous les élèves, sur tout le territoire. Il serait organisé par le ministre de l'Éducation nationale de manière à élargir l'accès au soutien scolaire à tous les niveaux .

Il propose donc en AE et CP :

- de prélever les crédits de l'action 8 « Logistique, système d'information, immobilier » du programme 124 « Soutien de la politique de l'éducation nationale » à hauteur de 10 000 000 €(hors titre 2) ;
- d'abonder de 10 000 000 €l'action 6 « Actions éducatives complémentaires aux enseignements » du programme 230 « Vie de l'élève » afin de financer le lancement d'un programme d'aide aux devoirs par le Ministère de l'Éducation nationale.